

## LES DYSFONCTIONNEMENTS COMMERCIAUX EXAMINÉS EN ASSISES

# Quand le formel encourage l'informel

***Vouées à l'examen des dysfonctionnements du secteur commercial, les premières assises nationales du commerce révèlent, certes, le hiatus, les désaccords entre l'environnement institutionnel et bancaire et les opérateurs économiques, mais aussi un secteur formel qui encourage de facto l'informel.***

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Aboutissement des assises de wilayas et régionales, tenues les mois d'avril et mai derniers, les premières assises nationales du commerce se déroulent depuis hier et aujourd'hui au Palais des nations (Club des Pins). Ouvertes en plénière par le ministre du Commerce, Mustapha Benbada, en présence notamment du ministre de l'Industrie, de la PME et de la Promotion des investissements et du secrétaire général du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, ces assises ont été marquées par la participation de 700 représentants de l'establishment économique et commercial national et des déficiences notables.

### Une feuille de route attendue

Finalité de ces rencontres, un diagnostic objectif de la situation du commerce, déstructuré au demeurant, caractérisé par des dysfonctionnements organisationnels, en termes de régulation, qualité notamment, malgré les efforts institutionnels et des divers intervenants de la chaîne économique. Sur la base de plus de 200 recommandations formulées lors des précédentes assises et soumises à maturation lors d'ateliers, une feuille de route, un corpus de mesures correctives et un dispositif de suivi sont attendus, relèvera M. Benbada en vue de remédier aux dysfonctionnements avérés de ce secteur.

### Hiatus...

Pour autant, les débats entamés hier révélèrent clairement le hiatus, le désaccord

persistant entre les pouvoirs publics, les institutions bancaires et les opérateurs économiques. Dans la mesure où il y a notamment absence de modes opératoires, un «ratage» en matière de régulation et des réorganisations inefficaces selon le président du Forum des chefs d'entreprises Réda Hamiani, ainsi que l'applicabilité insuffisante des lois selon l'économiste Mouloud Hédir lors des débats. Voire, ces assises affirment clairement la prégnance de l'informel sur l'économie nationale, une lapalissade certes mais une réalité de plus en plus préoccupante. Et d'autant que c'est le secteur économique et commercial formel qui encourage de facto l'informel.

### Quand le formel ne joue pas le jeu

Jetant ainsi un pavé dans la mare, le délégué général de l'Association professionnelle des banques et établissements financiers (Abef), Abderrahmane Benkhalfa, a constaté, notamment, qu'il n'y a pas de contrepartie réelle, bancarisée des financements liés aux opérations d'importation de marchandises pour la vente. En d'autres termes, les 40 milliards de dollars d'importations formelles ne

se retrouvent pas dans les comptes intérieurs. Voire, l'usage du cash perdurera, à des montants faramineux, dans la mesure où la pratique de la thésaurisation se poursuit dans la sphère commerciale et que les moyens efficaces de paiement (chèques, virements et cartes bancaires...) sont de plus en plus développés mais néanmoins utilisés faiblement. Et cela même si 3 000 terminaux de paiement électroniques ont été installés. D'autant que la sauvegarde des informations financières est garantie, hors récidive et cas d'interdiction de chèque, mise en œuvre prochainement selon M. Benkhalfa.

### Quand l'Etat participe à l'informel

Toutefois, l'usage du chèque reste encore problématique, le président du FCE déplorant la régression survenue en ce domaine. Voire, c'est l'Etat lui-même qui attermoie, en reportant l'obligation de paiement par chèque, même si Mustapha Benbada explique le différé par la nécessité d'élargir le débat sur cette mesure inscrite dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent et que le ministre du Commerce encourage une démarche graduelle et ciblée en vue de

généraliser l'usage du chèque. Le secteur entend pallier les insuffisances en matière de distribution et lutter contre l'informel par la création d'infrastructures commerciales de gros et de détail.

### Vers la réactivation du Conseil de la concurrence

En rappelant que la non-répercussion des fluctuations des prix à l'international sur le marché domestique est passible de sanctions, Mustapha Benbada a indiqué que le Conseil national de la concurrence devrait être réactivé dès le second semestre 2011, le décret exécutif fixant son organisation et fonctionnement devant être publié fin juillet.

Une réactivation que le ministre de l'Industrie avait également souhaitée, en vue, selon Mohamed Benmeradi, de contribuer à assainir les pratiques commerciales.

Par ailleurs, le ministre du Commerce a indiqué, lors d'une conférence de presse, qu'une «liste grise» des produits importés en exonération de droits de douane et susceptibles d'être fabriqués localement ou relevant de l'accessoire, est à l'examen.

C. B.

## EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

# Seulement 40% d'entreprises actives

Car, à l'exception des combustibles, la balance présente systématiquement des soldes négatifs pour toutes les autres catégories de produits.

Estimant que les entreprises nationales se doivent de «se battre sur leur propre marche», développer leur compétitivité à travers la normalisation, Mohamed Benmeradi a souligné que près de 200 entreprises publiques ont bénéficié d'un appui de 500 milliards de dinars de crédits bancaires sur le long terme dans le cadre de leur modernisation. Outre une quarantaine de PME qui vont bénéficier d'un accompagnement technique

durant deux ans pour le renforcement de leurs capacités d'exportation, M. Benmeradi a indiqué que l'Etat augmente son aide à la certification de 50 à 80% de la rémunération exigée par les organisations internationales de la normalisation, en évoquant également la réalisation de 10 ports secs, en vue de permettre la baisse des coûts de transaction pour les exportateurs, ainsi que le lancement de 5 consortiums à l'exportation en 2011-2012, dans le cadre du programme de modernisation de l'agroalimentaire et l'amélioration de l'accès aux marchés extérieurs.

C. B.

## À UN MOIS DU RAMADAN

# Fluctuation des prix des fruits et légumes

***Les marchés sont, désormais, les lieux où les prix des fruits et légumes sont les plus élevés. Si certains décrient une flambée des prix, d'autres parlent d'un repli des tarifs. En tout cas, les prix sont marqués par une fluctuation qui ne profite pas au citoyen.***

**Wassila Z. - Alger (Le Soir)** - Marché couvert de Belcourt. Dix heures trente. Les étalages sont emplis de fruits et légumes en tout genre. Les prix affichés laissent perplexes. Malgré une baisse remarquée pour certains fruits et légumes, les citoyens se plaignent d'une variation des prix qui ne leur profite guère. Les maigres bourses se retrouvent perdues entre des prix moyens tournant autour de 50 DA. Dans un même marché, et pour le même légume, les prix sont différents.

On remarque, en moyenne, une différence de 20 DA. Cela dénote du manque de contrôle et de l'absence de régulation des prix. Avec l'approche du Ramadan, les prix risquent de monter en flèche. Ce sont les prévisions des marchands et des clients rencontrés sur place. Les haricots verts sont cédés entre 50 et 70 DA, le chou-fleur est affiché à 100 DA. Le prix des tomates et des navets oscille entre 50 et 70 DA pour chaque légume.

La laitue, un légume largement consommé en cette saison tourne autour de 30 et 65 DA. La pomme de terre coûte entre 30 et 45 DA. Le rayon boucherie est quasi désertique, boudé par les clients. Ici, le kilogramme de viande ovine est cédé à 850 DA contre 1 000 DA pour la viande bovine. Les viandes blanches, quant à elles, n'ont pas

été épargnées par cette hausse. Le poulet éviscéré est cédé à 300 DA le kilo. Il faut compter plus de 600 DA pour un poulet moyen. «Les abats sont à 300 DA. C'est hallucinant ! A ce prix là, je préfère acheter un poulet entier» nous confie une jeune citoyenne excédée. Pour cette dernière les prix sont en haus-

se. «Et ce n'est que le début de l'été. Faut-il s'attendre à une flambée des prix avec l'approche du Ramadan» s'offusque un père de famille. «On a remarqué une légère baisse des prix. Le prix de la sardine aurait, par contre, baissé selon les témoignages.

Il varie entre 220 et 250 dinars le kilo. Un prix toutefois peu abordable pour les salaires moyens. «Je fais le marché tous les jours, et je trouve que les prix de certains légumes ont baissé. On peut trouver des aubergines à 80 DA, alors qu'elles étaient

à 100 DA il y a quelques jours», fait remarquer une vieille dame. Pourtant, lors de notre virée, les aubergines étaient affichées à 100 DA dans plusieurs étals.

«C'est un légume de saison, pourquoi est-il aussi cher ? Et dire qu'il n'y a pas deux ans il était cédé à 15 DA le kilo et les gens le bouaient», s'interroge une ménagère. «Nous avons là un avant-goût de ce que sera le mois de Ramadan» ajoutera-t-elle.

Côté fruits, le même décor se répète. Des prix considérablement

élevés sont affichés. Le citron est cédé à 120 DA le kg. Pour cet agrume tant convoité durant l'été, des prévisions à la hausse sont avancées. Les friands de pêche devront la payer entre 60 et 120 DA le kilo. Pour un kilogramme d'abricots, il faut prévoir 40 à 60 dinars. C'est la ruée sur ce fruit qui reste des moins chers. La pastèque coûte 40 DA le kilo, le melon 90 DA le kilo, la figue pécoce est cédée entre 100 et 130 DA. Des prix qui laissent présager un Ramadan fort «épicié»...

W. Z.

## ACTUALISATION DES PENSIONS DE RETRAITE

# L'intervention directe des pouvoirs publics revendiquée

***La Caisse nationale de retraites (CNR) ne peut supporter à elle seule une éventuelle prise en charge de l'actualisation des pensions de retraite. C'est ce qu'a indiqué une source proche de la direction générale de la CNR, en marge de la conférence nationale qui s'est déroulée hier au siège de la Caisse, à Birkhadem (Alger).***

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** -Après dix-sept années de vide syndical, la Caisse nationale de retraite s'est dotée hier d'une nouvelle structure syndicale. Cette dernière, qui a élu un conseil syndical composé de 36 personnes, est appelée à faire face dans les prochains jours au défi auquel elle fait face désormais la CNR. Il s'agit de la revendication exprimée par les milliers de retraités dont la pension est en «décalage total avec la réalité sociale du pays». A ce propos, il est important de rappeler que la FNTR (Fédération nationale des travailleurs retraités), affiliée à l'UGTA, dans un document intitulé «propositions concrètes pour une actualisation conséquente des pensions et allocations de retraite»,

fait état d'une «offre» aux pouvoirs publics pour corriger leur vision sur le troisième âge. Ainsi, dans ledit document, quatre propositions ont été avancées. Il s'agit de procéder «au relèvement des petites pensions, quelle que soit la catégorie des retraités, dont le nombre est de 591 222, à hauteur du SNMG, l'actualisation de 40% des pensions dont le montant est supérieur au SNMG, quelle que soit la catégorie des retraités, dont le nombre est de 440 714, l'actualisation de 40% des retraites de réversion dont le nombre est de 908 995 et le relèvement du minimum de 3 500 DA de l'allocation de retraite à 5 000 DA». «Ces augmentations coûteront à la CNR une dépense annuelle supplémentaire variant entre 100 et 110 milliards de dinars», lit-on dans ledit document. Selon la Fédération, «cette opération d'actualisation sera financée en totalité par le surplus de cotisation sociale engendré par les diverses augmentations accordées aux travailleurs salariés qui sera évalué entre 140 et 150 milliards de dinars, par le remboursement par l'Etat des 500 milliards de dinars engagés par la CNR pour le dispositif de facilitation au départ à

la retraite avant l'âge légal régi par l'ordonnance 97-13 et ou par une partie du Fonds national de réserves des retraités créé en 2006». La FNTR a fait état d'autres propositions pour l'amélioration du niveau des pensions. Il s'agit de «l'amendement de la loi 83-12, notamment les articles 6 bis qui permettra aux retraités régis par l'ordonnance 97-13 de bénéficier de la transformation de leur retraite proportionnelle et sans condition d'âge, en retraite normale à partir de l'âge de 60 ans, le rétablissement de l'article 15 dans sa mouture originale de 1983, fixant le montant annuel de la pension minimum à 2 300 fois le montant horaire du SNMG, afin de supprimer l'injuste montant de la pension minimum équivalent à 75% du SNMG». Nos sources laissent croire que les propositions formulées par la FNTR ne peuvent, à elles seules, donner suite aux revendications des retraités. Mieux encore la CNR ne peut supporter sur fonds propres les éventuelles dépenses. Alors, la seule parade, laisse-t-on croire reste l'intervention directe des pouvoirs publics à travers la prise de mesures concrètes pour remédier à la situation.

A. B.